COMMUNIQUE A LA PRESSE

(14 octobre 2005)

L'imam Bouziane condamné sévèrement par la Cour d'Appel de Lyon La Cour d'Appel de Lyon a rappelé que les lois de la République concernent toutes les personnes vivant sur le territoire

Le délibéré du procès en appel de M. Bouziane, relaxé en première instance de ses propos incitant à battre la femme adultère, au motif qu'il s'agirait de l'expression d'une conviction religieuse, infirme le jugement du Tribunal correctionnel de Lyon

Monsieur Bouziane a été condamné à 6 mois de prison avec sursis et 2000 euros d'amende. La Cour a ainsi rappelé l'égalité de tous devant la loi. Il ne saurait y avoir immunité des propos contraires au droit républicain, sous prétexte d'appartenance à une religion ou un courant de pensée.

La décision rendue par la cour est extrêmement importante afin que le droit à la dignité, au respect, à l'intégrité de son corps soit la même pour toutes les femmes vivant sur le territoire. Il ne sera plus possible de légitimer des violences envers les femmes sous prétexte religieux.

Catherine Vautrin, ministre déléguée à la cohésion sociale et à la parité, dans un courrier du 9 septembre à *Regards de Femmes*, a déclaré suivre avec une particulière attention l'affaire contre M. Bouziane, comme les centaines de signataires de la pétition « contre les intégristes légitimant les batteurs de femmes ».

Pour *Regards de Femmes*, l'essentiel est la condamnation des propos de l'imam Bouziane. Avoir été partie civile a permis d'alerter nos concitoyens et concitoyennes sur cette tentative de déni de droit. Mais cette irrecevabilité retenue par la cour nécessite sûrement une amélioration législative pour permettre aux associations de défense des droits des femmes d'appuyer l'action publique.

La vigilance de *Regards de Femmes* contre toutes les formes de violence envers les femmes se poursuivra fermement, renforcée par cette réaffirmation indispensable de la loi.

^{2 2 2}ne significative à laquelle est condamnée l'imam Bouziane incitera les responsables religieux à éviter de citer les parties du coran qui portent atteinte à l'ordre public et aux droits fondamentaux des femmes.

Michèle Vianès
Présidente